



**Revue de presse des Sans-Chemise
- 26 septembre 2008**

Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions des Sans-Chemise ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse des Sans-Chemise n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.

Bonne lecture !

Comité communication- Sans-Chemise

.....

Le Courrier de Saint-Hyacinthe, 26 septembre 2008 - Coalition des Sans-Chemise : Pour une refonte de l'assurance-emploi

Les membres de la Coalition des Sans-Chemise Richelieu-Yamaska compte profiter de la campagne électorale fédérale pour remettre en scène leur demande de modifications majeures à l'assurance-emploi.

Ils interpellent donc les partis politiques afin qu'ils se prononcent clairement sur la question. Les demandes sont claires : améliorer l'accessibilité au régime d'assurance-emploi, augmenter de façon notable le taux de prestations, augmenter la période de prestations, fonder une réelle caisse autonome pour gérer le régime et abolir le délai de carence qui retient, pendant deux semaines, les premières prestations.

« La création d'une caisse autonome est essentielle à la gestion saine et juste, avance Yvon Bélanger, intervenant du Mouvement Action Chômage de Saint-Hyacinthe et délégué à la Coalition des Sans-Chemise Richelieu-Yamaska. Avec la création d'un Office de financement de l'assurance-emploi, au printemps, les

conservateurs n'ont rien réglé puisque l'organisme ne gère pas les normes d'accessibilité au régime ou le taux de prestations. Pourtant, personne ne peut plaider le manque de fonds pour s'opposer à ces modifications quand on sait que 57 milliards de dollars en surplus ont été détournés, pendant des années. »

La Coalition rappelle que plus de 50 % des cotisants n'ont pas accès au régime lorsqu'ils perdent leur emploi, le plus souvent parce qu'ils ne cumulent pas suffisamment d'heures de travail en raison d'un statut à temps partiel ou saisonnier.

« Et la situation ne va pas en s'améliorant, ajoute M. Bélanger. Les emplois qui sont créés sont tout aussi précaires. »

Repartir à zéro

En 2007, la Coalition des Sans-Chemise avait été frustrée par le gouvernement conservateur qui avait empêché l'adoption du projet de loi C-269 visant l'amélioration du régime d'assurance-emploi. Les trois partis d'opposition donnaient pourtant leur appui à une formule consensuelle d'améliorations à apporter au régime qui faisait aussi l'unanimité auprès des mouvements syndicaux québécois et canadiens.

« Nous devons maintenant repartir à zéro et reconstruire ce qui avait déjà été fait. Nous comptons profiter de la campagne pour nous faire entendre », a expliqué France Turcotte, porte-parole de la Coalition Richelieu-Yamaska.

« Les crises majeures que nous vivons dans plusieurs secteurs économiques touchent tout le monde. C'est impossible que les candidats du comté ne soient pas sensibles à la cause. Ils connaissent nécessairement quelqu'un qui, ne répondant pas aux normes de l'assurance-emploi, s'est retrouvé sans revenu, et ce, même s'il y avait cotisé comme ses collègues », a souligné Sylvain Provençal du Conseil central de la Montérégie, pour la région de Saint-Hyacinthe, de la CSN.

Marie-Pier Gagnon Nadeau

Le Courrier de Saint-Hyacinthe, 26 septembre 2008 - Six débats dans le comté : Une indigestion de débats

C'est à un véritable marathon de débats que sont conviés les cinq candidats aux élections fédérales dans le comté Saint-Hyacinthe-Bagot. Ils auront, au total, six chances de faire valoir leurs idées aux électeurs d'ici au 14 octobre.

Le débat organisé par TVCOGÉCO en collaboration avec LE COURRIER et Radio Acton sera le seul diffusé au petit écran. Le débat se tiendra le lundi 29 septembre, à 19 h, à l'Espace Rona du Centre des Arts Juliette-Lassonde, et opposera tous les candidats en lice. Les spectateurs intéressés sont attendus pour 18 h 30.

Pendant 90 minutes, les candidats seront invités à débattre de questions portant sur le déséquilibre fiscal, l'économie locale, l'agroalimentaire et l'environnement. Les questions ont été choisies par le rédacteur en chef du COURRIER Martin Bourassa, le journaliste de TVCOGÉCO Bruno Beauregard et le journaliste de Radio Acton Rémy Perras. Trois questions venant des citoyens seront également sélectionnées. Les électeurs peuvent dès maintenant envoyer leurs suggestions au Courrier de Saint-Hyacinthe.

« Le public est invité à assister au débat gratuitement, mais ne pourra pas interagir avec les candidats », a précisé Gabrielle Lamothe de TVCOGÉCO, qui coordonne l'événement. Le débat sera diffusé sur les ondes de TVCOGÉCO le mercredi 1er octobre avant et après le débat national des chefs en français, soit à 18 h 30 et à 22 h. Il sera diffusé à de nombreuses reprises au cours des jours suivants.

Politiques sociales et enjeux régionaux

C'est à la Coalition des Sans-Chemise Richelieu-Yamaska que reviendra toutefois la chance de tenir le premier débat. Le 29 septembre, au Restaurant Lussier, les membres de la coalition et les représentants des médias seront invités à prendre connaissance des suggestions en matière de politiques sociales et de lutte à la pauvreté de quatre des cinq candidats, la représentante libérale ne pouvant se libérer pour l'occasion.

Puis le 2 octobre, Solidarité populaire Richelieu-Yamaska propose à la population de poser ses questions aux candidats lors d'une soirée tenue à la Salle Châtelaine, à Saint-Pie. Les candidats devront prendre position sur les divers enjeux en regard de la crise environnementale, de la situation économique et de la réalité sociale. La rencontre est organisée en collaboration avec la Corporation de développement communautaire des Maskoutains, la Coalition des Sans-Chemise Richelieu-Yamaska, la Coalition des femmes de la MRC les Maskoutains et la Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de la Montérégie. Le débat sera présenté dès 17 h 45.

Tous les candidats, à l'exception, encore une fois, de la représentante libérale, se transporteront ensuite vers Acton Vale pour croiser le fer une nouvelle fois le lundi 6 octobre, à midi, au Club de Golf, dans le cadre d'un dîner organisé par la

Chambre de commerce d'Acton où seront débattus les enjeux régionaux.

De retour à Saint-Hyacinthe, ce sera au tour de la Chambre de commerce maskoutaine de recevoir les candidats au Club de Golf de Saint-Hyacinthe le mardi 7 octobre, sur l'heure du dîner. Les invitations n'ayant pas encore été envoyées au moment de mettre sous presse, aucun des candidats n'a pu confirmer sa présence.

L'association étudiante du Cégep de Saint-Hyacinthe devrait elle aussi tenir un débat. La date devrait être déterminée d'ici la fin de la semaine.

Marie-Pier Gagnon Nadeau

Chambly Matin, 26 septembre 2008 - Débat des candidats jeudi à Chambly

Le traditionnel débat des candidats en vue des élections dans Chambly-Borduas aura lieu jeudi prochain, le 2 octobre à 19h, au complexe Desnoyers à Chambly. C'est la Chambre de commerce et d'industrie du bassin de Chambly (CCIBC) qui organise le tout.

Les candidats Yves Lessard du Bloc québécois, Suzanne Chartrand du Parti conservateur, Gabriel Arsenault du Parti libéral, Serge Gélinas du Nouveau parti démocratique et Olivier Adam du Parti vert prendront part au débat.

Yves Lessard a été élu député de Chambly-Borduas en 2004 et en 2006. Il est le porte-parole du Bloc québécois en matière de Ressources humaines et Développement social. M. Lessard a défendu son bilan depuis le début de la campagne, tout en critiquant la coupures du gouvernement en culture.

Suzanne Chartrand a œuvré au sein d'organismes provinciaux et nationaux et a été élue présidente de sa commission scolaire pour deux mandats. Depuis le début de la campagne, Mme Chartrand a surtout vanté le bilan du gouvernement conservateur et les promesses tenues par Stephen Harper.

Gabriel Arsenault est étudiant au baccalauréat en sciences politiques et philosophie à l'Université de Montréal. Il est coordonnateur de la Montérégie-Est pour les Jeunes libéraux du Canada et vice-président des jeunes de l'association libérale fédérale de Chambly-Borduas. En ce début de campagne, le candidat de 21 ans a mentionné vouloir donner davantage de représentativité aux jeunes de 18 à 25 ans.

Serge Gélinas est conseiller aux programmes gouvernementaux et membre du conseil d'administration du CSSS Haut-Richelieu-Rouville. Au cours des derniers jours, le candidat néo-démocrate a émis la nécessité d'améliorer le réseau de transport en commun dans la région.

Olivier Adam est un producteur multimédia qui se dirige vers la scénarisation. Amant de culture autant que d'environnement, c'est lui qui a monté le plan de culture pour le Parti vert du Québec. Cette semaine, le candidat s'est dit ne pas être impressionné par le plan « vert pâle » des libéraux, qu'il juge une copie du programme du Parti vert.

Mentionnons qu'un autre débat, organisé par la Coalition des Sans-Chemise Richelieu Yamaska, aura lieu mardi, 30 septembre, à Belœil. Le sujet de ce débat sera l'assurance emploi. Les cinq candidats dans Chambly-Borduas y sont aussi attendus.

La Frontière (Abitibi-Témiscamingue), 26 septembre 2008 - La Coalition des sans chemise veut des réponses sur l'assurance-emploi

La Coalition des sans chemise de l'Abitibi-Témiscamingue veut connaître les intentions des partis politiques en ce qui concerne l'assurance-emploi.

«La loi de l'assurance-emploi actuelle est désuète et scandaleuse pour les travailleurs qui cotisent de peine et de misère dans cette caisse d'assurance-emploi. Elle doit être changée en fonction de l'économie actuelle et des enjeux économiques majeurs.

«Rappelons-nous sous le règne des libéraux, 51 milliards ont été détournés de cette caisse d'assurance-emploi. Sous le règne des conservateurs, c'est 7 milliards», dénoncent les membres de la coalition.

Martin Poulain

Hebdo Journal (Trois-Rivières) Les Sans-Chemise interpellent les partis fédéraux

Les représentants régionaux des grandes centrales syndicales, Michel Anger

(CSN), Stéphan Béland (SEVF-CSQ) et Michel Dupont (FTQ) interpellent les partis politiques fédéraux afin qu'ils se prononcent clairement sur des modifications majeures réclamées à l'assurance-emploi.

Parmi les objectifs visés par la coalition notons une amélioration importante de l'accessibilité au régime d'assurance-emploi, une augmentation notable du taux de prestations, une plus longue période de prestations, une réelle caisse autonome et l'abolition du délai de carence.

Journal de Québec, 26 septembre 2008 - La chronique de J. Jacques Samson : Les Martiens

Les réductions dans les subventions aux artistes sont en voie de devenir, pour Stephen Harper, ce que les BPC furent pour Robert Bourassa, il y a vingt ans : un fâcheux détournement de la campagne électorale dont l'honnête citoyen moyen fait les frais. Plus personne ne pense à lui. Un petit lobby réussit à monopoliser le débat politique à son profit, tout au moins le croit-il.

Il suffit de circuler un peu à Québec et dans nos régions pour constater à quel point les politiciens en campagne présentement sont déconnectés de la population. Le taux de participation à l'élection risque de chuter dramatiquement et il ne faudra surtout pas blâmer les citoyens pour leur indifférence.

Les yeux fermés

Qui parle de la situation des aînés, fort nombreux à Québec? Allez vous promener dans le quartier Saint-Sacrement pour le réaliser pleinement. Plusieurs vivent dans une grande pauvreté et étirent leurs menus en attendant leur chèque de «pension de vieillesse» dont la plus grande partie va pour leur logement.

Les jeunes espèrent pouvoir profiter d'infrastructures adéquates pour la pratique de leurs sports préférés, comme le soccer. Québec accuse un retard gênant.

Les budgets pour l'enseignement postsecondaire doivent être relevés sensiblement. Nos universités n'ont plus les ressources pour recruter des sommités à l'étranger, les laboratoires sont désuets, les vieilles résidences se transforment lentement mais sûrement en taudis. Un campus doit être un chaud milieu de vie accueillant, y compris pour de jeunes familles de plus en plus. L'Université Laval est très en retard sur tous ces plans par rapport aux grandes universités nord-américaines.

Un effort

Un effort a été fait pour la rénovations des quais. Beaucoup reste toutefois à compléter. Le transport maritime des marchandises est le plus économique et l'un des moins polluants. Il soulage aussi les autoroutes envahies par les poids lourds qui les saccagent. Une véritable politique de transport intermodal, bateau-train-camion est attendue depuis de nombreuses années.

Le rail, aussi très peu polluant et économique, végète toujours, autant pour le transport des passagers que des marchandises. Une meilleure offre de services entre Québec et Montréal quant à la fréquence des liaisons et plus de fiabilité, permettrait sûrement d'accroître l'achalandage, compte tenu du prix de l'essence.

L'industrie forestière a vécu la pire crise de son histoire; nous avons assisté à la mort de dizaines d'entreprises du secteur manufacturier dans nos régions. Le gouvernement Harper a d'abord paru insensible, puis il a réagi mollement. De quelle façon soutiendra-t-on le relèvement de ces secteurs ?

Toutes ces pertes d'emplois ont douloureusement fait mesurer l'implacabilité des critères de l'assurance-emploi. Qu'a-t-on eu à dire depuis le début de la campagne aux familles qui ont vécu le drame d'une fermeture d'usine au cours des dernières années et à celles qui en appréhendent, en Chaudière--Appalaches, dans Portneuf, dans Lotbinière et ailleurs?

Une récession est à nos portes. Quelles sont les mesures envisagées pour éviter une crise hypothécaire semblable à celle qui jette à la rue des jeunes familles par dizaines de milliers aux États-Unis? L'industrie de la construction, si florissante au ocurs des dernières années dans la région de Québec, plongerait inévitablement aussi.

Ras-le-bol

Alors foutez-nous la paix avec le délire sur le supposé «doux génocide» qui nous menacerait après les coupures de quelques dizaines de millions pour les pèlerinages en Europe d'artistes inconnus et qui le demeureront en grande majorité et rebranchez-vous au plus vite ! La population est dépitée.

CNW, 25 septembre 2008 - Elections fédérales 2008 : La CSQ présente ses huit priorités incontournables

Tout au long de son histoire, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) a

constamment affirmé son attachement aux valeurs de responsabilité sociale, d'équité, de justice sociale, de justice et d'éthique. Nous avons toujours plaidé pour une intervention étatique garante de l'intérêt public en général, particulièrement en matière de promotion et de protection des droits et libertés, de la redistribution de la richesse et de la régulation économique et sociale", affirme Réjean Parent, président de la CSQ.

Au cours de cette campagne électorale fédérale, la CSQ participera au débat public sur la base de sa mission, de ses valeurs et de ses orientations. Elle exprime ses huit priorités sur les enjeux suivants :

1. Hausser les transferts fédéraux destinés à l'enseignement supérieur : Ramener l'investissement fédéral en éducation postsecondaire à la hauteur de ce qu'il était en 1994;
2. Soutenir, renforcer et appliquer les principes de la Loi canadienne sur la santé : Stabiliser le financement public de la santé au Canada;
3. Faire de l'égalité entre les femmes et les hommes une valeur incontournable de la société canadienne : Protéger le droit à l'avortement;
4. Soutenir la promotion et le développement de la culture, des arts et des lettres : Restaurer le financement des programmes dédiés à la culture, aux arts et aux lettres;
5. Procéder à la réforme de l'assurance-emploi telle qu'elle a été proposée par le projet de loi C-269 : Améliorer les règles d'admissibilité au régime;
6. Développer une culture politique d'engagement pour le bien-être des personnes : Restaurer les ententes d'engagement bilatérales entre les provinces et le gouvernement central sur les services de garde pour le bien-être des personnes;
7. Appliquer le protocole de Kyoto : Incrire le Canada dans les négociations internationales pour l'atteinte des cibles de réduction des émissions de gaz à effet de serre;
8. Une politique étrangère fondée sur la coopération et l'aide internationale : Porter le taux de la contribution canadienne à l'aide au développement à 0,7 % de notre PNB.

Au cours de son Conseil général, la Centrale recevra, le jeudi 2 octobre 2008, de

10 h 30 à 12 h 15, des représentantes et représentants du Bloc Québécois, du Nouveau Parti Démocratique du Canada, du Parti Conservateur du Canada, du Parti libéral du Canada, du Parti Vert du Canada qui seront interpellés sur ces questions.

"Nous invitons tous nos affiliés à s'engager dans leur circonscription respective afin de défendre ces valeurs et ces orientations, mais aussi pour poser des questions aux candidates et candidats sur les enjeux que nous ciblons et les propositions que nous souhaitons pour un futur plus démocrate et plus égalitaire", conclut le président de la CSQ.

Profil de la CSQ

La CSQ représente quelque 160 000 membres, dont plus de 100 000 dans le secteur public. Elle est l'organisation syndicale la plus importante en éducation au Québec. La CSQ est également présente dans les secteurs de la santé et des services sociaux, des services de garde, du municipal, des loisirs, de la culture, du communautaire et des communications.

Renseignements: Marjolaine Perreault, Attachée de presse CSQ, Cell.: (514) 235-5082

Les 2 Rives (Sorel), 25 septembre 2008 - Les Sans-Chemise au front

Comme à chaque scrutin fédéral, voilà que le Comité des Sans-Chemise fait une sortie publique. Ce comité travaille à la défense des chômeurs et dénonce la façon dont le régime d'assurance-emploi s'est détérioré au cours de la dernière décennie.

Il réclame une amélioration importante de l'accessibilité au régime - 50% des cotisants n'y ont pas droit actuellement, dit-il. Comme il exige une augmentation importante du taux de prestation. *«Le régime ne protège plus les travailleurs,»* dit son coordonnateur régional Jean-Pierre Péloquin. Au 31 mars 2008, des surplus de 57 milliards de la caisse avaient été détournés. *«Et l'office de l'assurance emploi créé au printemps par les conservateurs n'a rien réglé. De plus, ils ont bloqué l'adoption d'un projet de loi (C-269) qui visait l'amélioration de l'accès au régime et l'augmentation de la période de prestation. Pourtant les partis de l'opposition étaient tous d'accord sur ce projet de même que les syndicats québécois et canadiens et le Mouvement des chômeurs»*, rajoute-t-il.

Aussi le comité entame-t-il une série d'actions, dont une manifestation tenue

dimanche dernier, à Montréal.

Louise Grégoire-Racicot